

GRÈVES : POUR OU CONTRE ?

Les luttes sociales dans la tourmente

Après une fin d'année 2014 marquée par plusieurs mouvements de grève et de blocages divers, le climat social se réchauffera-t-il en 2015 ? Entre les grévistes et les pourfendeurs de piquets, le ton aura été rarement aussi virulent. Les luttes sociales ont-elles encore un avenir dans un monde polarisé entre action collective et individualisme ?



© RTA asbl

« **L**e 15 décembre, moi je travaillerai ». En réplique à la mobilisation générale impulsée par les syndicats – leur plan d'actions décentralisées par provinces pour mieux étendre la pres-

sion dans la durée, jusqu'au « bouquet final » du 15 décembre – certains citoyens se sont mobilisés à leur manière sur les réseaux sociaux. Franchement remontés contre les syndicats accusés de contre-carrer l'agenda politico-économique du

gouvernement MR-NVA, ces personnes exprimaient tantôt un soutien inconditionnel aux mesures envisagées par le gouvernement ; tantôt flattaient simplement une opinion publique plutôt contrariée par les grèves.

Aux actions « politiques » répondaient donc des contrefeux soi-disant « apolitiques »... Même si certains de ces appels au boycott syndical émanaient eux aussi d'autres appareils, comme des organisations d'employeurs ou du secteur de la distribution.

AGIR OU PAS ?

Difficile donc dans ce combat entre tenants et opposants des luttes sociales de se faire une opinion, sans subir. Car ce qui était d'abord mis en avant dans ces déballages virtuels par médias sociaux interposés (voire autour du rituel des piquets ou des ronds-points bloqués) visait plus les moyens d'actions utilisés que les mesures gouvernementales contestées. La forme préférée au fond, en quelque sorte. Et ce, malgré les sondages du moment révélant une opinion publique largement déçue de l'action des divers gouvernements en place, régionaux ou fédéraux d'ailleurs !

Une opinion déçue, mais peu encline à passer à l'action ?

« Les évidences néolibérales sont partagées par une partie de la population et elles sont difficilement critiquables, estime Anne

Demelenne, ancienne secrétaire générale du syndicat socialiste – FGTB. Pour certains, l'absence d'emploi pour tous met en cause l'essence même de nos combats. »

DU DÉFENSIF À L'OFFENSIF

Mauvaise passe temporaire ou lame de fond ? Certes, la mobilisation est rendue difficile par l'opacité des décisions gouvernementales. Parfois encore à l'état d'ébauche quand elles sont critiquées... Mais un deuxième facteur joue aussi : le manque de transparence dans le jeu politique. Dans nos gouvernements asymétriques tout le monde est à la fois dans l'opposition ou aux manettes du pouvoir... Ceci rend le jeu peu lisible pour le citoyen.

À côté de ces causes « externes », la responsabilité des syndicats est aussi mise en question. Invitée d'un week-end organisé par le Centre de Formation Cardijn sur l'avenir du syndicalisme, Anne Demelenne poursuit : « Nous oscillons entre un syndicalisme de service et une optique de contre-pouvoir. Les deux sont nécessaires. Nous devons être capables d'allier un syndicalisme d'inspiration nordique, tout en jouant un rôle de contestation inspiré du Sud de l'Europe. Mais quand l'espace de

dialogue n'existe plus avec les autres partenaires sociaux ou politiques, nous devons mettre en place un rapport de force pour défendre un projet de société plus égalitaire, plus juste et respectueux des personnes d'où qu'elles viennent. »

Pas facile donc de convaincre certains affiliés qui ne viendraient que pour recevoir des services, comme le paiement plus rapide des allocations de chômage... Le travail de sensibilisation aux enjeux globaux reste donc une priorité. Au niveau interne, certes. Mais plus encore au plan externe.

UN SYNDICALISME PLURIEL

« Notre résistance est double, poursuit l'ancienne secrétaire générale. D'une part, ne pas accepter de revenir en arrière sur certains acquis autour des conditions de travail, du pouvoir d'achat, de la sécurité sociale... Et d'autre part, pouvoir être force

Le combat centré à tout crin sur la défense du pouvoir d'achat rend difficile une mise en cause de la croissance.

de propositions : en matière de fiscalité ou d'économie sociale ou de services, par exemple. »

Autant d'enjeux bien plus importants face aux inconvénients de quelques jours de grève ? Car lorsque les syndicats défendent la sécu ou luttent contre les privatisations, l'ensemble de la société est sensée en profiter. « On nous critique, mais il faut aussi rappeler que le nombre d'organisations syndicales en présence est un gage de pluralisme et de démocratie. Si vous n'êtes pas d'accord sur un mode d'action, vous pouvez aller ailleurs. »

Incursive, elle tranche : « Ceux qui payent leur cotisation encouragent la prise de décisions lorsque nous négocions des accords sociaux et interprofessionnels. Et il faut rappeler que ces décisions s'appliquent à tous, même aux non-cotisants... »

TOUR D'IVOIRE OU DERNIER REMPART ?

Bien sûr, tout n'est pas rose sous les calicots rouges, verts ou bleus. Les méthodes parfois musclées de l'action sont regrettables, voire « condamnables ». Selon certains, le combat centré à tout crin sur la défense du pouvoir d'achat rend difficile une mise en cause de la croissance

et de la surconsommation et des dégâts sociaux et environnementaux qu'elles occasionnent.

Cependant, avec un taux de syndicalisation proche des 70 %, la Belgique bat tous les records en la matière. Avec un 1.700.000 personnes affiliées au syndicat chrétien – CSC, 1.500.000 à la FGTB et près de 300.000 au syndicat libéral, les organisations syndicales restent un contre-pouvoir incontournable dans le système de concertation social belge. De plus, elles constituent aussi des éléments de relative stabilité.

UN MODÈLE SOCIAL ENVIÉ

Au sein des organisations syndicales, les négociations interprofessionnelles sont un des éléments de cette stabilité. Car en modulant leur revendication à un niveau plus élevé que celui de l'entreprise ou d'un secteur, les syndicats font une partie

des arbitrages... « Quand nous choisissons de ne pas revendiquer une indexation de salaires au niveau d'un seul secteur, c'est aussi pour assurer une meilleure solidarité entre tous. Cela 'coûte' et est difficile à accepter par

les secteurs plus forts qui pourraient faire cavalier seul. Mais ils jouent le jeu. Un système différent encouragerait seulement les secteurs déjà avantagés, comme en Allemagne ou aux Pays-Bas » analyse Anne Demelenne.

Encore déléguée au niveau de la Confédération européenne des syndicats – CES, elle sait combien le modèle belge de concertation sociale est riche. « Dans notre pays, on ne remet pas en cause le modèle social européen. Quand nous rencontrons des délégués d'autres continents, ils nous disent souvent combien, pour eux, ce modèle est un but à atteindre. Ce modèle européen est pourtant multiforme : entre les latins et les nordiques, les différences sont nombreuses. C'est sans doute plus facile pour nous, les Belges, car notre représentation encore unitaire fait que nous portons et vivons ces différences en notre sein. Nous sommes déjà obligés de concilier des cultures différentes. La Belgique est un laboratoire social au plan européen. Un laboratoire souvent écouté » conclut Anne Demelenne.

Vers de nouveaux fronts sociaux ?

Sur fond de conflits et de grèves, assiste-t-on à de nouvelles alliances entre syndicats et associations ? Un frémissement signifiant que les luttes sociales chercheraient à s'étendre en dehors du seul champ du travail ?

« Les luttes sociales et syndicales sont nécessaires, rappelle Jean Blairon, docteur en philosophie et lettres et directeur de l'asbl RTA (Réalisation Téléformation Animation). Une lutte s'inscrit toujours dans une logique de rapport de force. Et si la grève peut s'avérer très désagréable, elle souligne que sans la contribution des travailleurs, il ne se passe rien. Le blocage du pays le 15 décembre 2014 correspond à cette démonstration pratique et symbolique : contrairement à une vulgate libérale, la contribution des travailleurs, au sens large du terme, est essentielle pour faire tourner l'économie. »

Jean Blairon poursuit : « Les réactions négatives d'une partie de la population sont aussi produites par un matraquage général. Nous vivons dans un océan d'idées reçues alimentant ces réactions critiques. Mais ces luttes sont encore plus nécessaires aujourd'hui car toutes les conquêtes sociales sont menacées. Et comme dirait Alain Touraine, seules les luttes peuvent empêcher la course à l'abîme. »

UNE OPINION VERSATILE

Bien sûr, certaines actions sont mal perçues, comme si les syndicats peinaient à renouveler leurs modes d'action. Mais des actions plus symboliques auraient-elles les mêmes échos médiatiques qu'un bon vieux piquet ?

« Les réactions critiques à l'action des syndicats rencontrent effectivement le discours néolibéral. Je le vois comme un retournement des revendications des mouvements culturels des années soixante, lesquels mettaient en avant la recherche d'authenticité, la liberté de se créer contre tous les déterminismes et la manipulation des désirs de la société de consommation. Ces thèmes-là ont été retournés de façon subtile et sans doute involontaire en mettant en avant une sorte de caractère sacré de l'individu. Certes



SECTEUR ASSOCIATIF ET SYNDICATS.
Une nouvelle manière de manifester.

on ne peut nier l'émergence de l'individualisme avec des aspects positifs, mais on ne peut pour autant s'identifier avec l'individu égoïste, redoutable acteur en puissance contre la logique de solidarité. »

Et dans ce contexte de sacralisation de l'individu, un glissement de langage s'est aussi opéré en opposant le « droit au travail » au « droit de grève ». Consacré par la Charte européenne des Droits fondamentaux, le droit au travail est celui de pouvoir exercer un travail librement choisi ou librement accepté. Pour Jean Blairon, « C'est un droit violé en permanence et il est indécent d'entendre les personnes ayant la chance d'avoir un job invoquer le droit au travail dont les autres sont privés et qui constitue un des objets de la lutte d'aujourd'hui. » Au lieu de stigmatiser les grèves comme étant une entrave au droit du travail, il serait plus juste de parler d'entrave à la liberté d'exercer son activité.

DE NOUVELLES ALLIANCES ÉMERGENT

Et si les luttes sociales restent vives, c'est sans doute parce que les démocraties ne sont pas des sociétés égales.

« À défaut d'être égalitaire, notre société devrait au moins être une société de semblables. Soit, selon Robert Castel : une société où tout le monde bénéficie d'un minimum en termes de droits fondamen-

taux. Cela implique donc une logique de redistribution et de solidarité et nécessite de se sentir touché par une personne handicapée, par une famille éclatée ou par un travailleur confronté à la perte de son job... Même si pour l'instant, moi, je ne suis pas dans cette situation. »

De nouveaux fronts ou alliances émergent sur ces enjeux d'une solidarité plus « globale ». Un premier signe est la participation plus structurée des syndicats à la dernière journée de lutte contre la pauvreté. « Le 15 octobre dernier, les syndicats

n'étaient pas représentés à titre individuel par quelques délégués. Non, cette année, c'est comme organisation qu'ils étaient présents. C'est une première. Ce combat est aussi le leur. Ils en font la démonstration. Le syndicat n'est pas un groupe corporatiste défendant uniquement les personnes ayant un travail, analyse Jean Blairon. L'enjeu central de la lutte sociale est de faire en sorte que les travailleurs, les travailleurs sans emploi et les exclus se sentent mobilisés par la situation de chacun. Si on arrive à les opposer, tout le monde restera bien affaibli. »

EXPÉRIMENTATIONS MULTIPLES

Et parmi ces mobilisations d'acteurs divers, de nouvelles plateformes ou initiatives naissent. Acteurs des temps présents, Hart boven Hard, D/19-20, Tout Autre Chose, ... (voir page 20).

« Ce sont des dynamiques très différentes entre elles, estime notre interlocuteur. Nous devons résister à la tentation de les qualifier de bonnes ou mauvaises, ou de les conseiller... Comme expérimentations, elles méritent d'être tentées. »

Le premier enjeu rencontré est sans aucun doute de resituer l'importance du collectif. Selon ces nouvelles associations, les acteurs collectifs constituent une force et un repère indispensables dans la société actuelle.

« Mais elles illustrent un deuxième enjeu, poursuit le philosophe. Il est difficile de contester qu'en tant que partenaires sociaux, les syndicats sont un acteur incontournable de la démocratie sociale. Mais, selon moi, les associations, par leur souplesse et leur présence sur d'autres terrains, peuvent très bien compléter le regard syndical. Boltanski, lui, ajouterait ceci : les associations sont capables d'écouter les silences

dans la société, les plaintes mal formulées ou non encore exprimées. »

Il y aurait ainsi une complémentarité à jouer. Du côté syndical, en faisant remonter des préoccupations vers des acteurs institués, en leur donnant une forme de représentativité et en les amenant dans un lieu où des négociations peuvent se jouer. De son côté, le secteur associatif pourrait sortir de son relatif isolement,

en apportant au monde syndical une nouvelle écoute de la société, plus profonde et en phase avec de nouveaux fronts.

Tout au moins, si le monde syndical ne récupère pas ces nouveaux fronts à son seul profit... pour compenser sa position plus difficile à tenir aujourd'hui qu'hier.

Stephan GRAWEZ

Hart boven Hard et les autres...

De récentes initiatives ont vu le jour sur le front des luttes sociales.

Citoyennes, syndicales... pas toujours très identifiables. L'avenir dira si elles dureront.

ACTEURS DES TEMPS PRÉSENTS

Lancés avant les élections fédérales de mai 2014, ATP est une initiative de la FGTB, rejointe par une soixantaine d'associations signataires de la Charte. Le texte précise notamment : « Nous, citoyens, citoyennes de tous horizons... déclarons d'une même voix : La compétitivité et la rentabilité à tout prix nous tuent à petit feu. Elles vident nos métiers de leur sens et empêchent que l'on puisse en vivre dignement. L'austérité est une réponse inacceptable à une crise financière que nous n'avons pas provoquée. »

En avril, ATP avait organisé une série de

marches dans les provinces francophones du pays. Le site toujours en ligne donne peu d'éléments évaluatifs ou d'échos des mobilisations ou du nombre de signataires de la Charte. Une page Facebook reste mise à jour.

☞ <http://www.acteursdestempsprésents.be>

HART BOVEN HARD

L'on pourrait traduire HBH par "Du cœur à la place de la rigueur". L'initiative remonte à septembre 2014, lorsque les premières mesures du gouvernement flamand annonçaient des mesures d'économie drastiques notamment dans le sec-

teur culturel et l'enseignement. La déclaration de septembre stipulait : « Nous, citoyens et organisations qui se soucient les uns des autres, nous défendons d'autres choix, des choix plus humains. (...) : sécuriser l'avenir de nos enfants, notre prospérité et notre bien-être et en même temps investir dans des services sociaux meilleurs et abordables. Chacun doit pouvoir trouver un travail qui lui convient. »

☞ <http://www.hartbovenhard.be/>

TOUT AUTRE CHOSE

Petit frère francophone de HBV, TAC est né en décembre 2014, avec comme objectif de faire participer des citoyens et associations à la grève du 15 décembre 2014. Début janvier 2015, plus de 8.000 personnes avaient signé l'appel. L'initiative provient d'acteurs culturels et artistes. À noter que HBH et TAC annoncent une « parade nationale » le 29 mars 2015.

☞ <http://www.toutautrechose.be/>

D19/20

L'Alliance D19-20 se mobilise contre l'austérité et les Traités de libre-échanges et pour une souveraineté alimentaire et démocratique. Cette initiative belge (mise sur pied en juin 2013) constitue une plateforme d'associations qui veut regrouper « agriculteurs, entrepreneurs, employés, ouvriers, consommateurs ». Elle est soutenue par les syndicats.

☞ <http://www.d19-20.be/>



© HART BOVEN HARD